

Solidarité Palestine : « Malgré toutes les attaques, la campagne BDS continue de progresser, en France et dans le monde »

dimanche 9 avril 2017, par [HABIB Imen](#), [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2017).

Entretien. Imen Habib est une des animatrices de la campagne BDS (Boycott - Désinvestissement - Sanctions) en France.

Alain Pojolat - Peux-tu nous présenter BDS France, et le contexte dans lequel la campagne s'est organisée, au plan international et ici ?

Imen Habib - En Palestine occupée, les Palestiniens (plus de 171 associations de la société civile palestinienne) ont lancé cette campagne en 2005, un an après l'avis de la Cour internationale de justice qui préconisait le démantèlement du mur de l'apartheid.

C'est une campagne citoyenne, antiraciste et non violente, qui, rappelons-le, s'inspire directement de la lutte victorieuse contre l'apartheid en Afrique du Sud. Elle a trois revendications :

- La fin de l'occupation et de la colonisation des territoires palestiniens et le démantèlement du mur de l'apartheid (à laquelle s'est ajoutée également la fin du blocus de Gaza) ;
- L'égalité pour les Palestiniens d'Israël ;
- Le respect et la protection du droit au retour des réfugiés palestiniens, comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.

Il faut savoir que les réfugiés palestiniens représentent aujourd'hui la part la plus importante de la population palestinienne.

En France, BDS France a été créée en 2009. Après le massacre israélien « plomb durci » de 2008-2009 qui a fait 1 500 morts, on a toutes pris conscience, même s'il y avait eu déjà des actions BDS ici ou là, que le moment était venu de se coordonner au niveau national pour lancer de la manière la plus unitaire possible cette campagne en France.

Les dirigeants israéliens ne cessent de parler de BDS. Quelles conséquences pratiques la campagne a-t-elle ici et en Israël ?

Malgré toutes les attaques, censures, tentatives d'intimidation, la campagne BDS continue de progresser, en France et dans le monde. C'est le bilan principal que je tire de la période actuelle.

Par exemple, nous venons de terminer la Semaine internationale contre l'apartheid israélien (IAW), et pour nous, malgré les tentatives de censure (l'ambassadeur d'Israël en France avait appelé à l'interdiction de cette Semaine), cela a globalement été un succès dans beaucoup de villes.

Aujourd'hui, la réalité, c'est que tout le monde le dit : Israël est un état d'apartheid. Même s'il a été censuré, un récent rapport de l'ONU conduit à cette conclusion, et soutient même la campagne BDS ! Il faut donc s'emparer de ce rapport, retiré sous la pression des États-Unis et d'Israël, et le faire connaître largement. On peut en consulter le résumé sur le site de la campagne.

On assiste à une offensive de l'État sioniste contre toutes celles et ceux qui soutiennent BDS. Les grands moyens semblent avoir été mis : loi d'interdiction du territoire pour « tous ceux qui appartiennent à une association prônant le BDS », criminalisation d'Omar Barghouti, un des co-fondateur de la campagne... Quelle riposte pouvons-nous envisager ?

Le régime d'apartheid israélien devient de plus en plus fascisant, et ses pratiques aussi. Il faut savoir qu'en 2016, le gouvernement israélien a alloué un budget de 30 millions d'euros spécifiquement pour combattre BDS, et qu'il s'agit d'une stratégie israélienne coordonnée à l'échelle internationale pour combattre le mouvement. Cela touche aussi maintenant les Palestiniens et les anticolonialistes israéliens qui soutiennent la campagne « de l'intérieur », comme on peut le voir avec ce qu'il vient de se passer pour Omar Barghouti.

Il faut riposter, déjà en déposant plainte en cas d'attaques/menaces et harcèlement, mais la manière la plus efficace de riposter est de continuer à développer et à intensifier la campagne BDS en France.

Les autorités politiques en France tentent de criminaliser les actions de soutien à la Palestine dont celles de BDS. Peux-tu faire le point sur le volet judiciaire ?

Effectivement, pour nous en France, contrairement à d'autres pays européens, la criminalisation de la campagne a commencé dès 2010 avec la circulaire dite « Alliot-Marie » (alors ministre de la Justice de Sarkozy) qui demandait aux procureurs de poursuivre systématiquement les militantEs de la campagne. Cette circulaire est tellement politique qu'elle précisait bien que seuls ceux qui appelaient au boycott d'Israël étaient ciblés. Ceux qui par exemple appellent au boycott de la Chine par rapport à la situation au Tibet ou au boycott du Mexique n'étaient pas concernés ! Cette circulaire a été renouvelée quelques jours avant l'arrivée de Christiane Taubira... qui ne l'a jamais abrogée.

Au niveau des procès BDS, il y a eu plusieurs classements sans suite, des relaxes mais aussi des condamnations. En octobre 2015, des militantEs alsaciens ont été condamnés par la Cour de cassation pour avoir appelé au boycott des produits israéliens, ce qui consisterait selon cette cour de « justice » à une « discrimination » des producteurs israéliens. Cette affaire n'est pas terminée puisqu'un recours a été déposé à la Cour européenne des droits de l'homme.

Quelles sont les campagne actuellement en cours ?

Il y a actuellement une campagne internationale en direction d'HP (Hewlett-Packard), entreprise connue pour ses ordinateurs mais plus encore pour ses imprimantes. Or aujourd'hui, HP est directement impliquée dans l'occupation et la colonisation et l'apartheid israélien. Sa technologie est notamment mise au service de la surveillance et du contrôle du peuple palestinien (système d'identification biométrique utilisé aux différents postes de contrôle israéliens, infrastructure informatique utilisée par la marine israélienne dans le cadre du blocus de Gaza, vente de technologie aux colonies, etc.).

Nous continuons aussi notre travail pour un embargo militaire contre Israël, et également en direction des différentes enseignes qui continuent de vendre des produits de l'apartheid israélien.

Ce travail ne concerne pas que les grandes enseignes, nous avons aussi lancé un groupe de travail sur les enseignes bio, car malheureusement plusieurs d'entre elles continuent de proposer des produits étiquetés « Israël ».

Et bien sûr il y a le boycott culturel. La sortie du livre d'Eyal Sivan et d'Armelle Laborie *Un boycott légitime* [1] a été un événement important, car ce livre apporte vraiment des éléments documentés sur comment l'État d'Israël utilise la culture et les événements culturels, y compris ceux organisés en France donc, pour promouvoir sa propagande.

Le NPA soutien la campagne BDS. Quel message voudrais-tu faire passer à ses militantEs ?

Je n'ai qu'un seul message : rejoignez là où vous êtes la campagne BDS France, on a besoin de vous ! À travers les comités locaux de la campagne, dans son syndicat, sa fac... on a touTEs la possibilité de nous investir dans cette campagne, notamment à travers les différents groupes de travail de la Campagne BDS France.

Propos recueillis par Alain Pojolat

Plus d'informations, sur internet www.bdsfrance.org
et par mail campagnebdsfrance@yahoo.fr

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 378 (06/04/2017) :

<https://npa2009.org/idees/international/malgre-toutes-les-attaques-la-campagne-bds-continue-de-progresser-en-france-et>

Notes

[1] Éditions La fabrique, 2016, 10 euros